

> impliquer les citoyens dans les projets de renaturation

Atelier porté par Bordeaux Métropole dans le cadre du plan 1 million d'arbres

Bordeaux Métropole a lancé, en 2020, un grand programme décennal de végétalisation de l'agglomération : « Plantons un million d'arbres ». En charge de ce projet ambitieux, François Durquety l'explique par la nécessaire adaptation au dérèglement climatique, la volonté d'accroître la biodiversité sur le territoire métropolitain et d'embellir le cadre de vie de ses habitants. L'objectif, affiché dans le nombre symbolique d'un million d'arbres, représente une augmentation de 20 % du patrimoine arboré.

Les 28 communes qui composent Bordeaux Métropole présentent des situations très contrastées. Si la moitié du territoire est constituée de forêts, zones naturelles et agricoles, certaines communes, comme Bordeaux dans sa partie historique, sont fortement minérales et appellent une végétalisation plus massive que d'autres. « En milieu urbain, le territoire est très disputé, souligne François Durquety, et la renaturation implique non seulement une désimperméabilisation délicate des sols mais aussi une mobilisation importante des habitants pour planter sur des terrains privés qui échappent à notre maîtrise foncière. »

« Pour embarquer tout le monde », François Durquety est preneur de toutes les bonnes idées qui pourraient germer parallèlement au travail qu'il mène déjà avec différents partenaires du projet : « on veut mobiliser les associations, les entreprises, les institutions, les collectivités... ». Parmi les pistes explorées, l'idée d'un réseau de citoyens volontaires fait son chemin, des ambassadeurs, « passeurs » de bonnes pratiques dans chaque quartier. « La question du coût des plantations n'est pas la plus importante – un plant n'est pas très cher, et on en distribue d'ailleurs volontiers –, mais il s'agit surtout de savoir où planter, en vérifiant la qualité du sol, et quoi planter, dans un subtil équilibre entre espèces locales et d'autres venues du sud qui pourront s'adapter au réchauffement. »

Les recherches menées par l'université de Bordeaux au sein de la forêt expérimentale de Floirac constituent, à cet égard, une source d'enseignements précieux. Investis dans un living lab foisonnant, des chercheurs et des citoyens étudient ensemble la capacité de reproduction et de régénération des arbres urbains, leur résistance à la sécheresse, leur impact sur la santé environnementale... La transmission du savoir issu de ces recherches est un des objectifs majeurs du projet.



Rencontres des transitions #2

> permettre un accès à l'eau dans un contexte de raréfaction de la ressource

Atelier porté par la régie de l'eau de Bordeaux Métropole

Depuis janvier 2023, l'eau potable de la métropole bordelaise n'est plus gérée par le groupe Suez en délégation de service public, mais en gestion directe via la Régie de l'eau Bordeaux Métropole. Comme l'y enjoint une directive européenne, la collectivité doit garantir un accès à l'eau pour tous, notamment dans l'espace public pour les personnes vulnérables et marginalisées.

En reprenant la gestion directe de l'eau sur son territoire, Bordeaux Métropole poursuit plusieurs objectifs : assurer une plus grande transparence et maîtrise des tarifs pour ses usagers ; préserver la ressource et investir sur le long terme ; contribuer aux politiques métropolitaines, notamment de décarbonation progressive du service de l'eau. Après deux ans de préfiguration, la transition a finalement eu lieu début 2023. La Régie de l'eau produit 58 millions de m³ par an et compte désormais 300 000 abonnés (privés et publics, particuliers et collectifs).

Une équipe d'une dizaine de permanents s'est vue confier une mission dédiée à la recherche, l'innovation et la transition écologique. Elle travaille en collaboration avec différents organismes de recherche (INRAE, BRGM, unité mixte de recherche EPOC...) autour de deux axes : environnement et ressource / infrastructures et procédés. Il s'agit, pour la Régie de l'eau, de surveiller au plus près la quantité disponible et la qualité de la ressource brute, tout en développant une meilleure connaissance de son patrimoine - ouvrages de forage, de stockage et canalisations - pour l'entretenir et le gérer au mieux.

Parallèlement à ces enjeux fondamentaux se pose également, dans un contexte d'augmentation des périodes de sécheresse et de raréfaction de la ressource, la question de l'accès à l'eau pour tous, notamment les populations les plus précaires, mais aussi des meilleurs moyens de rafraîchir les centres urbains surchauffés, sans gaspillage de la précieuse ressource. Les usagers doivent être associés à cette réflexion, et sensibilisés à l'importance de leurs comportements, comme s'y emploient différentes campagnes de communication mises en place ces derniers mois.

UN ACCÈS À L'EAU DANS L'ESPACE PUBLIC POUR TOUS

TRANSF'EAU

TERRITOIRE D'EXPÉRIMENTATION POUR LES USAGES DE L'EAU



DIAG'EAU

RÉALISER UN DIAGNOSTIC DE L'USAGE DE L'EAU ET L'INTÉGRER À UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION



@helenepouille

> construire un environnement de travail et d'étude favorable à la santé et au bien-être

Atelier porté par l'université de Bordeaux

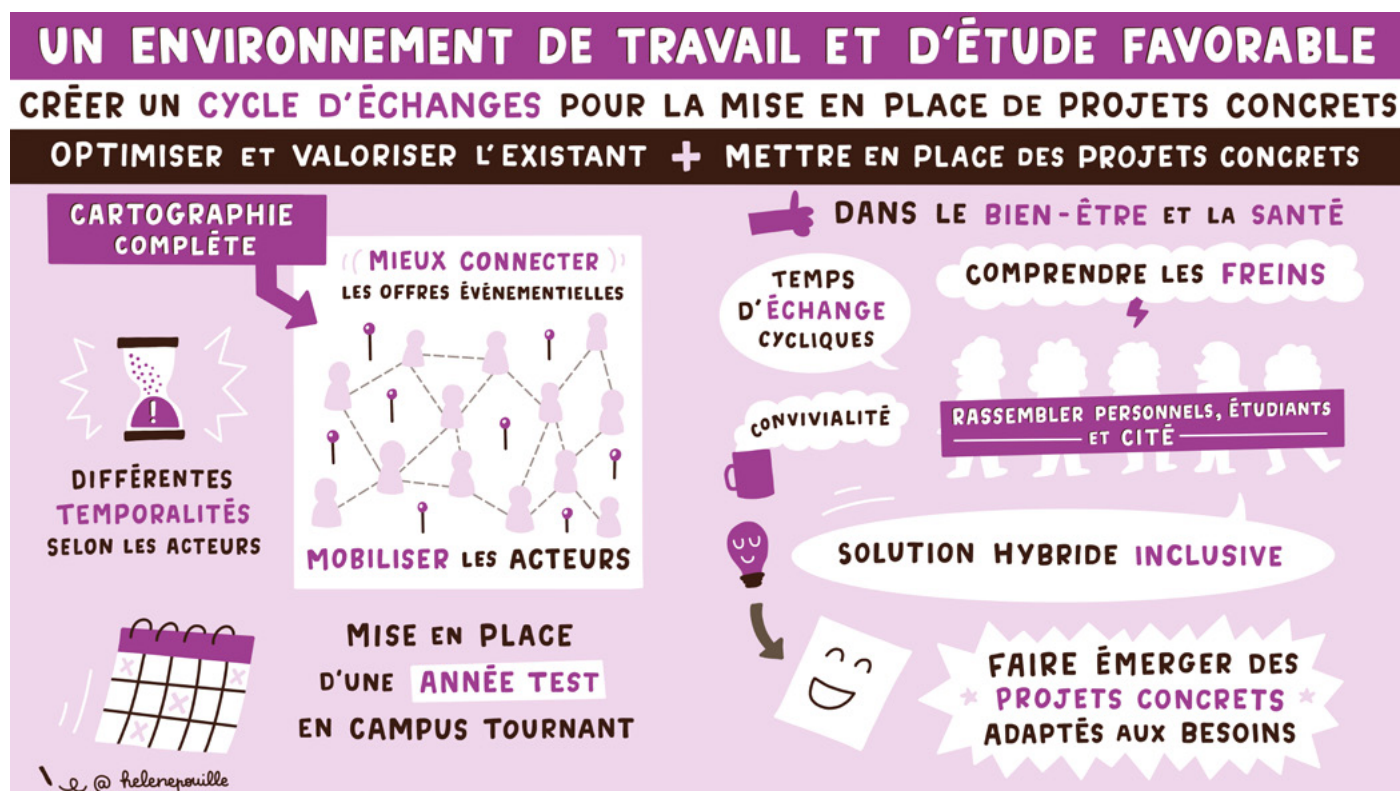
Soucieuse du bien-être et de la santé de ses personnels et de ses étudiants, l'université de Bordeaux est engagée depuis 2017 dans une démarche d'amélioration de la qualité de vie de chacune et chacun des membres de sa communauté. Cette ambition s'est encore renforcée en 2022, comme en témoignent la nomination d'un vice-président Qualité de vie et santé au travail et l'intégration du bien-être dans le périmètre de la vice-présidence Vie de campus.

C'est suite à la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 que l'université de Bordeaux a mis l'accent sur l'accompagnement des personnels pour les aider dans les nouveaux modes d'organisation du travail, avec du matériel dédié (notamment informatique pour le télétravail) et une offre de formations spécifiques. Une charte du bon usage des outils numériques a notamment été rédigée. Par ailleurs, un plan de mobilité inter-établissements a été adopté en 2022, associant 16 établissements d'enseignement supérieur et centres de recherche de Bordeaux Métropole.

Sur les campus, l'Espace Santé Étudiant propose gratuitement, tout au long de l'année universitaire, des soins infirmiers, vaccinations, consultations avec des psychologues, entretiens avec des assistantes sociales, mais aussi des consultations en tiers-payant de médecine générale, gynécologie, dermatologie, médecine du sport... L'université assure également l'accès de tous à des services de proximité concernant le logement, la restauration, le sport, la culture, la documentation...

De nombreux axes restent à explorer pour augmenter le bien-être et la santé physique et mentale de la communauté universitaire, parmi lesquels : comment concilier la pression immobilière et environnementale avec la qualité de vie dans les espaces de travail ?

Dans un contexte de précarité accrue, comment aider les étudiants à concilier leurs différents temps de vie (étude, travail, loisirs) ?



> accélérer la transition énergétique des bâtiments

Atelier porté par l'université de Bordeaux

Une réduction de la consommation d'énergie de 40 % d'ici 2030, et 60 % d'ici 2050 : ce sont les objectifs drastiques fixés par le décret dit « tertiaire » du 23 juillet 2019 (décret relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire). L'université de Bordeaux, via la Direction de l'immobilier et son Service performance environnementale, s'appuie sur trois leviers pour atteindre ces objectifs : la qualité intrinsèque de ses bâtiments, leur exploitation plus économe en énergie, et la modification des usages et comportements de sa communauté.

Le plan de sobriété adopté par l'université de Bordeaux a permis de soutenir très efficacement les actions d'économie d'énergie déjà amorcées depuis plusieurs années. Dix actions ont rapidement porté leurs fruits, parmi lesquelles l'arrêt de la climatisation de confort en été, la température de chauffage réglée à 19 °C l'hiver, la suppression de l'eau chaude dans les sanitaires hors douche ou encore la réduction des temps d'éclairage extérieurs. Au-delà de ces mesures d'application immédiate, l'université s'est engagée dans un ensemble d'initiatives et de grands projets propres à accompagner la transition énergétique de ses bâtiments.

C'est ainsi que 39 opérations de rénovation énergétiques ont été menées ces deux dernières années sur 20 sites de l'université, dans le cadre du Plan France Relance 2021-2023. Parallèlement aux travaux menés sur les toitures, équipées pour certaines de panneaux photovoltaïques (8 500 m² fin 2023), et à l'isolation thermique par l'extérieur installée sur certains bâtiments, sont également entamés le raccordement à des réseaux de chaleur urbain ou encore la création d'une géothermie pour la substitution du fioul sur un site. L'université souhaite réduire son empreinte environnementale et soutient des projets de rationalisation de l'occupation de ses surfaces telles que les salles d'enseignement et les environnements de travail.

Le pilotage de l'exploitation des bâtiments de l'université a, lui aussi, évolué, grâce à des contrats avec intéressement aux économies d'énergie ; les comportements et usages sont étudiés à la loupe pour inciter la communauté universitaire à « consommer moins et mieux » ; enfin, un living lab énergie ainsi que différents projets d'innovation et de formation ont été lancés impliquant chercheurs, étudiants, acteurs publics et privés dans la recherche de solutions innovantes pour accélérer cette transition énergétique.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS DES CAMPUS



> mettre la démocratie locale à l'épreuve des transitions

Atelier porté par la ville de Bordeaux, dans le cadre du portefeuille Démocratie permanente

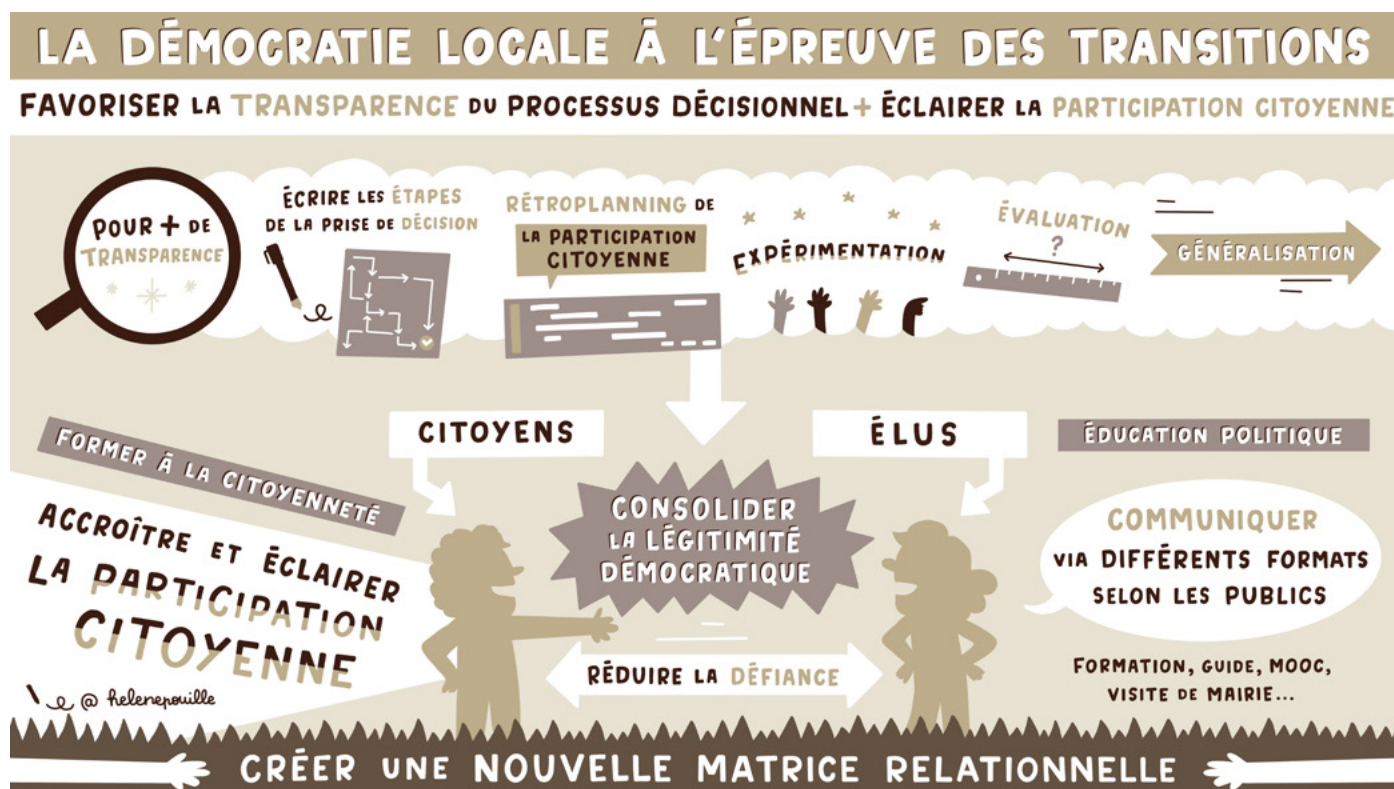
La Ville de Bordeaux implique de plus en plus sa population dans les politiques publiques menées sur son territoire. Ces contributions citoyennes émergent de multiples façons, à l'oral ou à l'écrit, au cours de conseils de quartier, de conférences ou réunions diverses. Un « Grand dialogue citoyen » a été lancé, qui dégagera des préconisations sur lesquelles la Mairie pourra s'appuyer, et un dispositif d'« Interpellation citoyenne » verra aussi bientôt le jour. De nouvelles formes de participation citoyenne qui nécessitent de nouveaux cadres, notamment juridiques, pour les accueillir.

Tiphaine Ardouin est adjointe au maire de Bordeaux en charge de la démocratie permanente et de la gouvernance par l'intelligence collective. En prenant ses fonctions, elle a constaté que les réunions publiques étaient majoritairement fréquentées par des habitués, plus impliqués et plus disponibles que les autres - des « TLM » dans le jargon des élus, pour « Toujours les mêmes ». « Cela nous oblige à diversifier les formats de participation afin d'aller à la rencontre de tout le monde », explique Tiphaine Ardouin, pour qui il faut désormais, « à côté de la légitimité de l'élu

née dans les urnes, et de l'expertise technique des services administratifs, prendre en considération l'expertise d'usage des citoyens ».

Ce nouveau mode de gouvernance « implique un partage du pouvoir, bouscule l'élu, interroge sa fonction ». Pour l'impulser, la Ville de Bordeaux a mis en place deux dispositifs majeurs : un Grand dialogue citoyen autour de la lutte contre le changement climatique, avec une première phase « d'effervescence », au cours de laquelle ont été organisés une tournée du Parlement mobile, des conseils de quartier, des conférences et un recueil de contributions en ligne. Lors de la phase « d'atterrissage », une Convention citoyenne, composée de 100 bordelais-es tiré-es au sort, s'apprête à synthétiser l'ensemble des contributions pour produire un rapport final.

L'autre dispositif mis en place par la municipalité consiste en une possibilité d'interpellation citoyenne qui sera bientôt proposée, prévoyant différents niveaux de médiation en fonction du nombre de signatures recueillies par l'initiative populaire. Au-delà de 4 000 signatures, l'interpellation sera traitée en conseil municipal. La Mairie, souhaitant devenir un véritable « espace de facilitation » pour ce type de démarche, s'interroge actuellement sur le meilleur moyen de les accompagner et de les rendre réglementaires dans le cadre juridique existant.



> diversifier l'offre alimentaire sur les campus

Atelier porté par le CROUS Bordeaux-Aquitaine

Le CROUS Bordeaux Aquitaine propose chaque année aux étudiants une restauration aussi variée et équilibrée que possible sur l'ensemble de ses 12 sites à Bordeaux, Agen, Périgueux, Pau et Bayonne. Cette restauration est le fruit d'une politique globale qui permet, d'une part, aux étudiants de retrouver sur tous les sites une offre homogène, d'autre part de réaliser des économies d'échelle sur les approvisionnements pour proposer deux millions de repas par an à un tarif raisonnable.

Ce service public étudiant est engagé, depuis des années, dans une réflexion qui vise à réduire son bilan carbone et son impact environnemental, tout en contribuant à améliorer la santé de ses usagers. L'apparition de menus végétariens s'est imposée comme une évidence, d'abord chaque lundi en 2018 (« Green Mondays »), puis quotidiennement dès l'année suivante. « Il ne s'agissait pas de proposer le cumul de plusieurs garnitures dans une assiette, mais un véritable plat, riche en protéines », explique Pascal Mergui, directeur du site de restauration du CROUS à Pessac-Gradignan et conseiller restauration du CROUS Bordeaux-Aquitaine.

Cette végétalisation des plats n'est pas qu'une affaire de recettes et de denrées disponibles, elle implique une véritable « révolution culturelle » au sein des équipes : « nos chefs ont beau être volontaires, la plupart ont suivi une formation classique où un repas est toujours envisagé autour d'une viande ou d'un poisson ». Pour accompagner cette transition, le CROUS fait appel à des associations, des instituts de formation, des homologues issus d'autres régions... Il met aussi à disposition de ses chefs une plateforme de recettes végétariennes pour les inciter à aller au-delà du trio vedette : « lasagnes végé, crumble de chèvre et chili sin carne ! »

La question de l'approvisionnement est une autre variable d'ajustement. Le CNOUS (national) coordonne des marchés nationaux où il applique des critères de qualité vertueux, tels que les volailles labellisées « bleu-blanc-cœur », les fromages label rouge ou les yaourts nature exclusivement bio. Revers de la médaille, la possibilité pour les chefs de se fournir localement est limitée au pain, aux légumes et aux fruits. Si le CROUS Bordeaux-Aquitaine travaille d'ores et déjà à Bordeaux avec un boulanger engagé (farine bio et locale, travailleurs en insertion), la question des primeurs fournis en circuit court est encore en chantier.

LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE ALIMENTAIRE SUR LES CAMPUS

LES PETITES CAMPARCELLES

CULTIVER SUR LE CAMPUS UNE PARTIE DE L'APPROVISIONNEMENT DU CROUS

PÉDAGOGIE DE LA SAISONNALITÉ

ASPIRATION DES ÉTUDIANTS À MANGER LOCAL

IMPLICATION DES USAGERS DES CAMPUS ET DE SES RIVERAINS

APPROVISIONNEMENT LOCAL DU CROUS SUR CERTAINS PRODUITS

CARTOGRAPHIE DES SITES POSSIBLES + PROTECTION DES PARCELLES CHOISIES

← UN CAMPUS VASTE →

@helenepouille

PIMP MON CROUS

DES MENUS SAINS, DURABLES ET FUN
★ DU RAB' POUR LE DURABLE ★

REPENSER LA PLACE DU MENU VÉGÉ

Menu
• plat 1
• plat 2
+ plat végétarien
option à part (pas toujours riche en protéines)

Menu
- plat délicieux
- plat délicieux
Changer le nom sans mention « végétarien »
afficher l'impact environnemental + l'indice nutritionnel

IMPLIQUER ET FORMER LE PERSONNEL DU CROUS

LABELLISER LE CROUS
« mon restaurant responsable des assiettes vertes »

SUIVI VIA LES ENQUÊTES DU CROUS
OBJECTIF: 50% DE PRISE VÉGÉ D'ICI 2050